



Décision n° EAU-AUT-23-0476

Le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 20 avril 2023 présentée par Goblet Lavandier & Associés S.A., 53, rue Gabriel Lippmann, L-6947 Niederanven, mandatée par BB Distrilux Mediair s.à r.l., rue de l'Industrie, L-3895 Foetz, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la gestion des eaux dans le cadre de l'exploitation de l'usine « BB Distrilux » à Foetz ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La gestion des eaux dans le cadre de l'exploitation de l'usine « BB Distrilux » à Foetz est autorisée à l'emplacement indiqué sur l'extrait du plan cadastral annexé, selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

Conditions générales

1. Le stockage de produits dangereux doit se faire sur des cuves de rétention de capacité suffisante et dans des locaux sans connexion aux égouts.
2. Les canalisations doivent être parfaitement étanches et résister aux actions physiques et chimiques des substances éventuellement présentes dans les eaux.
3. Les canalisations sur le site sont à réaliser en système séparatif avec des regards séparés pour les eaux pluviales et les eaux usées avant leur raccordement au domaine public, avec :
 - un réseau pour les eaux pluviales,
 - un réseau pour eaux usées industrielles et
 - un réseau pour eaux usées sanitaires.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales

4. Seules les eaux pluviales sont à raccorder à la canalisation pour eaux pluviales projetée. Tout raccord d'eaux usées ou d'eaux mixtes à cette canalisation pour eaux pluviales est interdit.
5. Les eaux pluviales de toutes les surfaces scellées (toitures, voiries, accès de garages, etc.) ainsi que toutes les eaux pluviales issues d'un éventuel drainage sont à raccorder au réseau des eaux pluviales et doivent passer par la rétention à ciel ouvert de la zone industrielle de Foetz.

En ce qui concerne la gestion des eaux usées

6. Toutes les eaux usées ménagères doivent être raccordées au réseau des eaux usées pour se brancher à la canalisation publique avant d'être dirigées vers la station d'épuration de Schiffflange.

En ce qui concerne la gestion des eaux usées industrielles

7. Les eaux usées industrielles sont à raccorder au réseau pour eaux usées industrielles.
8. Avant d'être envoyées vers la station d'épuration de Schiffflange, les eaux usées du site doivent respecter les normes et les contrôles suivants :

Paramètre	Norme de rejet	Unité	Fréquence de contrôle
pH	6.5-9		en continu
Température	< 40	°C	en continu
Débit	12.6	m3/j	en continu
Conductivité	/	µS/cm	en continu
Charge polluante	84	EH	mensuellement

Notons que la charge polluante des eaux usées industrielles en EH est calculée sur base des rapports d'analyse de DCO, d'azote total, de phosphore total, de matières en suspension et de débit comme indiqué dans l'article que retenu dans l'article 2, 20) de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'eau. En conséquence, une mesure de tous ces paramètres s'impose.

9. Il est interdit de diluer l'effluent avec de l'eau propre dans le but de respecter les concentrations maximales prescrites.
10. En cas de concentrations élevées en sels des eaux en provenance de l'adoucisseur, de l'osmoseur, du désioniseur ou des eaux du lavage des tanks de mélange et des réservoirs tampon, elles sont à évacuer dans le réseau d'assainissement.

Art. 3 : Obligation(s) d'informer l'Administration de la gestion de l'eau

1. Les rapports d'analyses concernant les paramètres soumis à des contrôles sont à transmettre trimestriellement par courriel à l'Administration de la gestion de l'eau, à l'adresse protection@eau.etat.lu et au SIVIC. Ces rapports doivent inclure des explications relatives aux potentiels dépassements et aux mesures prises afin de respecter les normes.
2. En cas de dépassement des normes de rejet prescrites ou de tout autre incident mettant en jeu l'état de l'eau conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'exploitant doit avertir dans les meilleurs délais le Syndicat intercommunal à vocation écologique (SIVIC) et l'Administration de la gestion de l'eau par courrier et courrier électronique à l'adresse protection@eau.etat.lu. L'exploitant doit immédiatement prendre toutes les dispositions pour contenir la pollution. Le rapport explicatif doit inclure les explications de ces dépassements et les mesures prises afin de respecter les normes.

Art. 4 : Information(s)

Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux ou des substances (incluant les eaux et agents d'extinction) pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur ou dans les eaux souterraines, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

Art. 5 : Validité

1. Conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la décision devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés
 - n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
 - ont chômé pendant deux années consécutives ;
 - ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
 - ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.
2. La présente autorisation a été accordée suivant la législation en vigueur au moment de son octroi. Toutefois, il convient au demandeur de s'assurer, tant avant le début des travaux que lors de la phase d'exploitation, que l'autorisation est toujours valable et qu'aucun changement législatif n'est entretemps intervenu ayant entraîné de facto la caducité des dispositions y contenues.

Art. 6 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer des contrôles conformément à l'article 61ter de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente décision.

Art. 7 : Limites

Cette décision couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes légaux ou réglementaires.

Art. 8 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre ou à l'administration ayant pris la décision. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de 40 jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, la rubrique « Recours contre un acte administratif » peut être consultée sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Art. 9 : Transmission

Conformément à l'article 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

- 5 SEP. 2024

Luxembourg, le

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Documents annexés :

- Dossier de demande selon la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- Evaluation du projet « BB Distrilux/Medair – Usine de fabrication de solutions désinfectantes classées « biocide » à Foetz »
- Conclusion motivée du 28/03/24